

COLLEGE DE LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE

F. 2012 — 1403

[C — 2012/31225]

15 MARS 2012. — Arrêté 2011/250 du Collège de la Commission communautaire française modifiant l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 portant le statut des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 87, § 3 modifié par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, l'article 79;

Vu le décret II de la Communauté française du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, l'article 4, 1°;

Vu le décret III de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, l'article 4, 1°;

Vu l'Arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 portant le statut des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances donné le 28 mars 2011;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du budget donné le 12 mai 2011;

Vu le protocole n° 2011/39 du 10 novembre 2011 du Comité de secteur XV de la Commission communautaire française;

Vu l'avis 50.680/2 du Conseil d'Etat donné le 19 décembre 2011 en application de l'article 84, §1^{er}, alinéa 1^{er}, 1° des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur proposition du Membre du Collège chargé de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée aux articles 127 et 128 de la Constitution.

Art. 2. La Partie III de l'Arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 portant le statut des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française, est remplacée par ce qui suit :

« PARTIE III. — DES DROITS, DES DEVOIRS ET DES CONFLITS D'INTERETS

Art. 9. Les fonctionnaires remplissent leurs fonctions avec loyauté, conscience et intégrité sous l'autorité de leurs supérieurs hiérarchiques.

A cet effet, ils doivent :

1° respecter les lois et règlements en vigueur ainsi que les procédures et directives qui leur sont données dans le cadre de ces lois et règlements;

2° formuler leurs avis et rédiger leurs rapports avec rigueur et exactitude;

3° exécuter les décisions et réaliser les programmes avec diligence et conscience professionnelle.

Art 10. Les fonctionnaires ont le droit d'être traité avec dignité et courtoisie tant par leurs supérieurs hiérarchiques, leurs collègues que leurs subordonnés.

Ils ont le devoir de traiter leurs collègues, leurs supérieurs hiérarchiques et leurs subordonnés avec dignité et courtoisie. Ils évitent toute parole, toute attitude, toute présentation qui pourrait compromettre cette dignité et cette courtoisie ou compromettre le bon fonctionnement du service.

Art 11. Sans préjudice de l'article 29 du Code d'instruction criminelle, les fonctionnaires informent leur supérieur hiérarchique ou, si nécessaire, un supérieur hiérarchique plus élevé, de toute illégalité ou irrégularité dont ils ont connaissance.

Art. 12. § 1^{er}. Les fonctionnaires traitent les usagers de leurs services avec bienveillance, compréhension et sans aucune discrimination. Dans la manière dont ils répondent aux demandes des usagers ou dont ils traitent les dossiers, ils respectent strictement les principes de neutralité, d'égalité de traitement et de respect des lois, règlements et directives.

§ 2. Même en dehors de l'exercice de leurs fonctions, les fonctionnaires évitent tout comportement contraire à la dignité de leurs fonctions. Ils évitent aussi toute situation où, même par personne interposée, ils pourraient être associés à des occupations contraires à la dignité de leurs fonctions.

§ 3. Les fonctionnaires ne peuvent solliciter, exiger ou recevoir, directement ou par personne interposée, même en-dehors de leurs fonctions mais à raison de celles-ci, des dons, gratifications ou avantages quelconques.

Art. 13. § 1^{er} Les fonctionnaires ne se placent pas et ne se laisse pas placer dans une situation de conflits d'intérêts, c'est-à-dire une situation dans laquelle ils ont par eux-mêmes ou par personne interposée un intérêt personnel susceptible d'influer sur l'exercice impartial et objectif de leurs fonctions ou à créer la suspicion légitime d'une telle influence.

§ 2. Lorsqu'un fonctionnaire estime qu'il a un conflit d'intérêt ou qu'il craint d'en avoir un, il en informe immédiatement son Conseiller Chef de service ou, à défaut, un fonctionnaire d'un rang supérieur. Celui-ci lui en donne acte par écrit.

En cas de conflit d'intérêt avéré, le Conseiller Chef de service ou un fonctionnaire d'un rang supérieur prend les mesures adéquates pour y mettre fin.

Le fonctionnaire peut à tout moment solliciter par écrit l'avis du fonctionnaire dirigeant sur une situation dans laquelle il pourrait se trouver dans le futur afin de savoir si elle serait constitutive d'un conflit d'intérêt. L'avis lui est transmis par écrit dans le mois.

Art. 14. Les fonctionnaires jouissent de la liberté d'expression à l'égard des faits dont ils ont connaissance dans l'exercice de leurs fonctions.

Néanmoins, il leur est interdit de révéler les faits qui ont trait à la préparation de toutes les décisions aussi longtemps qu'une décision finale n'a pas encore été prise.

Il leur est interdit de révéler des faits qui ont trait à la sécurité nationale, à la protection de l'ordre public, aux intérêts financiers de l'autorité, à la prévention et à la répression des faits délictueux, au secret médical, aux droits et libertés du citoyen, et notamment le droit au respect de la vie privée.

Art. 15. § 1^{er}. Les fonctionnaires ont droit à l'information pour tous les aspects utiles à l'exercice de leurs tâches. Chaque supérieur hiérarchique assure la transmission de l'information à ses subordonnés.

§ 2. Les fonctionnaires se tiennent au courant d'une façon permanente de l'évolution des techniques, réglementations et recherches dans les matières dont ils sont professionnellement chargés.

§ 3. Les fonctionnaires ont droit à la formation utile à leur travail de même qu'à la formation continue en vue du développement de leur carrière professionnelle et pour satisfaire aux critères d'évaluation et aux conditions de promotion. La formation leur est obligatoirement offerte lorsqu'elle est explicitement prévue dans les conditions de promotion et lorsqu'elle constitue un critère d'évaluation.

Art. 16. Tout fonctionnaire a le droit de consulter son dossier personnel.

Aucune pièce ne peut être ajoutée au dossier personnel sans que le fonctionnaire en ait eu connaissance préalable.

Art. 16/1. Tout manquement aux articles 9, 10, 11, 12, 13 § 1^{er} et 14 est passible de l'une des peines disciplinaires prévues par l'article 92, sans préjudice de l'application des lois pénales.

Art. 16/2. Les dispositions des articles 9 à 16 sont applicables aux stagiaires.

Les dispositions des articles 12, 13, 14, 16 et 16/1 sont applicables même lorsque l'agent est à temps plein en congé, en disponibilité ou en non-activité ».

Art. 3. Dans le même arrêté, il est inséré une partie III/1, comportant les articles 16/3 à 16/6 rédigée comme suit :

« PARTIE III/1. — DES INCOMPATIBILITES ET DU CUMUL D'ACTIVITES PROFESSIONNELLES

Art. 16/3. Est incompatible avec la qualité de fonctionnaire, toute activité que ce dernier exerce lui-même ou par l'intermédiaire d'une autre personne et qui :

- 1° l'empêche de remplir ses devoirs de fonctionnaire ou engendre des conflits d'intérêt ou
- 2° n'est pas en accord avec la dignité de la fonction.

Est en outre incompatible avec la qualité de fonctionnaire tout mandat ou service, même gratuit, dans des affaires privées à but lucratif à l'exception :

- 1° des mandats exercés au nom du Collège dans des entreprises privées;
- 2° des mandats ou services pour l'accomplissement desquels le fonctionnaire a obtenu, sur avis conforme du Conseil de direction, l'autorisation du Collège.

Article 16/4. § 1^{er}. Le cumul d'activités professionnelles est interdit à moins qu'une autorisation ait été accordée.

Par activité professionnelle, il faut entendre toute occupation qui procure des revenus professionnels imposables et qui n'est pas inhérente à l'exercice de la fonction.

Est inhérente à sa fonction, toute mission qui, conformément à une disposition légale ou réglementaire, est liée à cette fonction ou toute mission pour laquelle l'agent est désigné par l'autorité dont il dépend.

§ 2. Un mandat politique n'est pas considéré comme une activité professionnelle.

§ 3. Une autorisation peut être accordée à un fonctionnaire pour exercer une activité professionnelle en dehors des heures de service si celle-ci n'est pas en contradiction avec les dispositions de l'article 16/3.

§ 4. Une autorisation peut être accordée à un agent pour exercer une activité professionnelle durant les heures de service si cette activité :

- 1° n'est pas en contradiction avec les dispositions de l'article 16/3;
- 2° est d'intérêt général pour la Commission communautaire française;
- 3° peut être exercée sans inconvénient pour le service ou pour le public.

Le fonctionnaire qui exerce une activité professionnelle durant les heures de service est en activité de service.

Le Membre du Collège chargé de la Fonction publique précise les modalités d'application de cette mesure.

§ 5. La demande de cumul est introduite par écrit auprès de l'Administrateur général, à l'aide d'un formulaire type qui est fourni par le service du personnel.

Le supérieur hiérarchique donne au préalable un avis motivé à l'endroit du formulaire réservé à cet effet avant d'envoyer le dossier à l'Administrateur général.

§ 6. L'autorisation est accordée ou refusée par l'Administrateur général. L'agent est informé de la décision dans les vingt jours ouvrables à dater de sa demande.

L'autorisation peut toujours être retirée par l'Administrateur général.

Art. 16/5. Tout manquement aux articles 16/3 et 16/4 est passible de l'une des peines disciplinaires prévues par l'article 92, sans préjudice de l'application des lois pénales.

Art. 16/6. La partie III/1 est applicable aux stagiaires ».

Art. 4. La partie VIII Des incompatibilités du même arrêté est abrogée.

Art. 5. Le membre du Collège compétent pour la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bruxelles, le 15 mars 2012.

Par le Collège :

Membre du Collège Chargé de la Fonction publique,
B. CEREXHE.

Président du Collège,
C. DOULKERIDIS.

VERTALING

COLLEGE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE

N. 2012 — 1403

[C – 2012/31225]

15 MAART 2012. — Besluit 2011/250 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 april 1995 houdende het statuut van de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 87, § 3, zoals gewijzigd door de bijzondere wet van 8 augustus 1988;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 betreffende de Brusselse instellingen, artikel 79;

Gelet op het decreet II van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van bepaalde bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waals Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie, artikel 4, 1°;

Gelet op het decreet III van de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van bepaalde bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waals Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie, artikel 4, 1°;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 april 1995 houdende het statuut van de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, verleend op 28 maart 2011;

Gelet op het akkoord van het Collegelid belast met de Begroting, verleend op 12 mei 2011;

Gelet op het protocol nr. 2011/39 van 10 november 2011 van het Comité van Sector XV van de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het advies 50.680/2 van de Raad van State gegeven op 19 december 2011 bij toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1° van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op voorstel van het Collegelid belast met het Openbaar Ambt;

Na beraad,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt, bij toepassing van artikel 138 van de Grondwet, een kwestie bedoeld in artikelen 127 en 128 van de Grondwet.

Art. 2. Het deel III van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 april 1995 houdende het statuut van de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie wordt door het volgende vervangen :

« DEEL III. — RECHTEN, PLICHTEN EN BELANGENVERMENGINGEN

Art. 9. De ambtenaren oefenen hun ambt op loyale, zorgvuldige en integere wijze uit onder het gezag van hun hiërarchische meerderen.

Zij dienen daartoe :

1° de van kracht zijnde wetten en reglementeringen alsmede de richtlijnen en procedures die hen opgelegd zijn, in het kader van deze wetten en reglementen;

2° nauwgezet en correct hun adviezen te formuleren en hun verslagen op te stellen;

3° zorgvuldig en plichtsbewust de beslissingen uit te voeren en programma's te verwezenlijken.

Art. 10. De ambtenaren hebben het recht met waardigheid en hoffelijkheid te worden behandeld, zowel door hun hiërarchische meerderen, door hun collega's, als door hun ondergeschikten.

Zij dienen hun collega's, hun hiërarchische meerderen en hun ondergeschikten met waardigheid en hoffelijkheid te behandelen. Ze vermijden elk woord, elke houding, elk voorkomen dat deze waardigheid en deze hoffelijkheid in het gedrag zou kunnen brengen of de goede werking van de dienst zou kunnen schaden

Art. 11. Onverminderd artikel 29 van het Wetboek van strafvordering stellen de ambtenaren hun hiërarchische meerdere of, indien nodig, een hogere hiërarchische meerdere op de hoogte van elke onwettigheid of onregelmatigheid waarvan zij kennis hebben.

Art. 12. § 1. De ambtenaren behandelen de gebruikers van hun diensten met welwillendheid, begrip en zonder enige discriminatie. In de manier waarop zij de vragen van de gebruikers beantwoorden of waarop zij de dossiers behandelen, eerbiedigen zij op een strikte manier de beginselen van neutraliteit, van gelijkheid in behandeling en van naleving van de wetten, de reglementen en de richtlijnen.

§ 2. Zelfs buiten de uitoefening van hun ambt vermijden de ambtenaren elk gedrag dat in strijd is met de waardigheid van hun ambt. Zij vermijden evenzeer elke toestand waarbij ze, zelfs door een tussenpersoon, in verband zou kunnen gebracht worden met bezigheden die in strijd zijn met de waardigheid van hun ambt.

§ 3. De ambtenaren mogen, noch rechtstreeks, noch door een tussenpersoon, zelfs buiten hun ambtsuitoefening, maar op basis ervan, giften, beloningen of enig voordeel vragen, eisen of aannemen. Dit slaat niet op symbolische geschenken van kleine waarde uitgewisseld tussen ambtenaren in de normale uitoefening van hun ambt.

Art. 13. § 1. De ambtenaren plaatsen zich niet en laten zich niet plaatsen in een toestand van belangenconflicten, dit wil zeggen in een toestand waarin zij door zichzelf of door een tussenpersoon een persoonlijk voordeel hebben dat van die aard is om de onpartijdige en objectieve uitoefening van zijn ambt te beïnvloeden of de gewettigde verdenking te doen ontstaan van zulke invloed.

§ 2. Wanneer een ambtenaar van oordeel is dat hij een belangenconflict heeft of vreest te hebben, brengt hij zijn adviseur-diensthofd of, bij diens afwezigheid, een ambtenaar van een hogere rang, hierover onmiddellijk op de hoogte. Deze verleent hem hiervan schriftelijk akte.

In geval van een erkend belangenconflict, neemt het adviseur-diensthofd de passende maatregelen om er een einde aan te stellen.

De ambtenaar kan op eender welk moment schriftelijk om het advies van de leidend ambtenaar vragen over een toestand waarin hij zich in de toekomst kan vinden, dit om te weten of deze de oorzaak is van een belangenconflict. Het advies wordt hem schriftelijk binnen de maand medegedeeld.

Art. 14. De ambtenaren hebben het recht op vrijheid van meningsuiting ten aanzien van de feiten waarvan zij kennis hebben uit hoofde van hun ambt.

Het is echter verboden feiten bekend te maken die betrekking hebben op de voorbereiding van alle beslissingen zolang er nog geen eindbeslissing is genomen.

Het is hen verboden om feiten bekend te maken die betrekking hebben op 's lands veiligheid, de bescherming van de openbare orde, de financiële belangen van de overheid, het voorkomen en het bestraffen van strafbare feiten, het medisch geheim, de rechten en de vrijheden van de burger, en in

het bijzonder het recht op eerbied voor het privéleven.

Art. 15. § 1. De ambtenaren hebben recht op informatie wat alle aspecten betreft die nuttig zijn voor de taakvervulling. Elke hiërarchische meerdere verzekert de overdracht van de informatie aan zijn ondergeschikten.

§ 2. De ambtenaren houden zich permanent op de hoogte van de ontwikkeling van de technieken, regelingen en onderzoeken in de materies waarmee zij beroepshalve belast zijn.

§ 3. De ambtenaren hebben recht op opleiding die nuttig is voor hun werk alsook op een voortgezette opleiding met het oog op de uitbouw van de beroepsloopbaan en om aan de evaluatiecriteria et de bevorderingsvoorwaarden te voldoen. De opleiding wordt hen verplicht aangeboden wanneer deze expliciet voorzien wordt in de bevorderingsvoorwaarden en wanneer deze een evaluatiecriterium vormt.

Art. 16. Elke ambtenaar heeft het recht zijn persoonlijk dossier te raadplegen.

Er mag geen enkel element toegevoegd worden aan het persoonlijk dossier zonder dat de ambtenaar hier vooraf van op de hoogte is.

Art. 16/1. Elke inbreuk op artikels 9, 10, 11, 12, 13 § 1 en 14 is onderhavig aan één van de disciplinaire straffen vastgelegd in artikel 92, zonder afbreuk te doen aan de toepassing van de strafwetten.

Art. 16/2. De bepalingen van artikels 9 tot 16 zijn van toepassing op stagiairs.

De bepalingen van de artikels 12, 13, 14, 16 en 16/1 zijn van toepassing zelfs al is de ambtenaar voltijds met verlof, in disponibiliteit of non-activiteit ».

Art. 3. In hetzelfde besluit, wordt er een deel III/1 toegevoegd met artikels 16/3 tot 16/6, opgesteld als volgt :

« DEEL III/1. — ONVERENIGBAARHEDEN EN CUMULATIE VAN BEROEPSACTIVITEITEN

Art. 16/3. Met de hoedanigheid van ambtenaar is onverenigbaar elke activiteit die de ambtenaar zelf of via een tussenpersoon uitoefent en die :

1° verhindert dat hij zijn ambtsplichten vervult of strijdigheid van belangen tot gevolg heeft, of;

2° niet past met de waardigheid van zijn ambt.

Is bovendien onverenigbaar met de hoedanigheid van ambtenaar, elk mandaat of dienst, zelfs gratis, in private zaken zonder winstoogmerk, met uitzondering van :

1° de mandaten uitgeoefend in naam van het College in private ondernemingen;

2° de mandaten of diensten voor de verwezenlijking waarvoor de ambtenaar van het College de goedkeuring heeft gekregen, op gelijkkluidend advies van de Directieraad.

Art.16/4. § 1. De cumulatie van beroepsactiviteiten is verboden tenzij daar toestemming is voor verleend.

Onder beroepsactiviteit wordt verstaan elke bezigheid die een belastbaar beroepsinkomen verschaft en die niet inherent is aan de uitoefening van het ambt.

Inherent aan zijn ambt is elke opdracht die ingevolge een wettelijke of reglementaire bepaling verbonden is aan het ambt of elke opdracht waarvoor de ambtenaar wordt aangewezen door de overheid waaronder hij ressorteert.

§ 2. Een politiek mandaat wordt niet beschouwd als een beroepsactiviteit.

§ 3. Er kan toestemming worden verleend voor de uitoefening van een beroepsactiviteit buiten de diensturen, indien deze niet in strijd is met de bepalingen van artikel 16/3.

§ 4. Er kan toestemming worden verleend voor de uitoefening van een beroepsactiviteit binnen de diensturen, indien deze :

1° niet in strijd is met de bepalingen van artikel 16/3;

2° van algemeen belang is voor de Franse Gemeenschapscommissie;

3° zonder nadeel voor de dienst of voor het publiek kan worden uitgeoefend.

De ambtenaar die een beroepsactiviteit uitoefent tijdens de diensturen is in dienstactiviteit.

Het Collegelid belast met het Openbare Ambt bepaalt de wijze waarop deze maatregel wordt toegepast.

§ 5. De aanvraag tot cumulatie wordt schriftelijk ingediend bij de algemeen bestuurder, door middel van een modelformulier dat door de personeelsdienst wordt verstrekt.

De hiërarchische meerdere geeft vooraf een gemotiveerd advies in het vak dat hiervoor voorzien is op het formulier vooraleer hij het dossier naar de algemeen bestuurder stuurt.

§ 6. De toestemming wordt verleend of geweigerd door de algemeen bestuurder. De ambtenaar wordt geïnformeerd over de beslissing binnen de vierentwintig werkdagen vanaf zijn aanvraag.

De toestemming kan altijd worden herroepen door de algemeen bestuurder.

Art. 16/5. Elke inbreuk op artikelen 16/3 en 16/4 is onderhavig aan één van de disciplinaire straffen voorzien door artikel 92, zonder afbreuk te doen aan de toepassing van de strafwetten.

Art. 16/6. Het deel III/I is van toepassing op stagiairs ».

Art. 4. Het deel VIII Overenigbaarheden van hetzelfde besluit is afgeschaft.

Art. 5. Het Collegelid bevoegd voor het Openbaar Ambt is belast met de uitvoering van deze beslissing.

Opgemaakt te Brussel, op 15 maart 2012.

Door het College :

Het Collegelid belast met het Openbaar Ambt,
B. CEREXHE.

De Voorzitter van het College,
C. DOULKERIDIS.